



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Hinzelin - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 23 janvier 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LORMAFER

La Houve Siège 1 - BP 71
57150 Creutzwald

Références : CREUTZWALD_LORMAFER_2025-01-16_RAPVI-PPC_APE_00999
Code AIOT : 0006201114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 décembre 2024 dans l'établissement LORMAFER implanté La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald. L'inspection a été annoncée le 16 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORMAFER
- La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald
- Code AIOT : 0006201114
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non

Créée en 1961, la société LORMAFER, basée sur l'ancien carreau de la mine au Siège 1 - La Houve sur la commune de Creutzwald, est spécialisée dans la maintenance de matériel ferroviaire (nettoyage des wagons-citernes et opérations de traitement de surface). Elle fait partie du groupe NOVAFER qui dispose également d'un centre de maintenance en région Auvergne Rhône-Alpes. LORMAFER exploite le site de CREUTZWALD sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.8 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.7 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.7 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.1.1 (partiel)	Sans objet
4	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.8 (partiel) et arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 32 et 33 (partiels)	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société LORMAFER effectue une surveillance des rejets "eau" de son site de Creutzwald, via une surveillance dans les eaux superficielles, mais aussi dans les eaux souterraines via ses piézomètres. Cependant, l'inspection a remarqué des erreurs dans le paramétrage de cette surveillance. Ces erreurs rectifiées, l'inspection a constaté que le site ne respectait pas l'ensemble des valeurs limites de rejet (Matières en suspension) pour ses eaux traitées de rinçage des citernes de chlore, depuis au moins 2 ans ainsi que les fréquences de surveillance de certains paramètres prescrits par arrêté préfectoral du 12 juillet 2013.

Compte-tenu des non-conformités constatées, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.1.1 (partiel)	
Thème(s) : Autre, Approvisionnements en eau	
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Réseau industriel	25 000 m3/an
[...]	

Constats :

Outre les compteurs permettant un relevé de la consommation journalière en eau, l'exploitant effectue un contrôle des volumes consommés via les factures semestrielles. De janvier à juin 2024, l'exploitant a présenté la facture indiquant une consommation d'eau industrielle de 408 m³. L'exploitant a mis en place un nouveau process lui permettant de récupérer et réutiliser une grande partie des eaux de lavage de son site, ce qui explique la large différence entre la consommation autorisée et la consommation réelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.8 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux de rinçage des citernes chlore

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
[...]

Article 3.3.8.1 – Eaux résiduaires industrielles

[...]

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (cf. repérage du rejet sous l'article 3.3.5) Eaux traitées de rinçage des citernes de chlore

Paramètres	Valeur à respecter
pH	5,5<pH<8
Chlore libre	<0,5 mg/l
MEST	<30mg/l

[...]

Constats :

Les dernières analyses semestrielles disponibles sur le point de rejet n°2 (relatif aux eaux sanitaires et pluviales du bâtiment atelier chlore, ainsi qu'au rejet des eaux traitées de rinçage des citernes chlore), déclarées par l'exploitant en mars 2024, montrent un respect des valeurs limites de rejet en pH (6,8) et en chlore libre (0,06mg/l). Cependant, les valeurs limites de rejet ne sont pas respectées pour les matières en suspension (MES) totales (270 mg/l).

L'inspection constate que sur GIDAF, ce paramètre est mal initialisé : la VLE n'est pas indiquée pour les MES. Les valeurs de 2022 ne respectent pas non plus la VLE pour les MES (310 mg/l) et, en 2023, des analyses n'avaient pas pu être effectuées en raison d'une absence de wagons de chlore à nettoyer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'article 3.3.8 en matière de qualité des eaux de rinçage des citernes de chlore rejetées dans le Leibsbach. Pour ce faire, il est demandé à l'exploitant d'identifier sous 2 mois la cause des dépassements répétés en MES totaux et de transmettre à l'inspection des installations classées les mesures correctives mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.7 (partiel)	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux de rinçage des citernes chlore	
Prescription contrôlée : Les dispositions suivantes sont mises en place :	
Paramètres	Périodicité de la mesure
Eaux résiduelles industrielles atelier chlore : n°2 (repérage du rejet sous l'article 3.3.5)	
pH	semestriel
Chlore libre	semestriel
MEST	semestriel
[...]	
Constats : L'exploitant dépose les analyses demandées sur GIDAF ; l'inspection constate cependant que la fréquence de mesure n'est pas respectée : l'exploitant effectue une analyse annuelle des rejets de son point n°2, au lieu de deux analyses par an.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se conformer sous 2 mois aux prescriptions de l'article 8.1.7 en matière de fréquence d'analyse de ses rejets. Pour ce faire, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser en début d'année 2025, en plus de la campagne de mesure du premier semestre 2025, une campagne de mesure de rattrapage pour le 2ème semestre 2024.	
Type de suites proposées : Avec suite	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais : 2 mois	

N° 4 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.8 (partiel) et arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 32 et 33 (partiels)		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu récepteur des stations ELEMENTIS		
Prescription contrôlée : <u>Article 3.3.8 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 12/07/2013 :</u> [...]Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1 et n°3 (cf. repérage du rejet sous l'article 3.3.5) [Stations de traitement ELEMENTIS 1 et ELEMENTIS 2] Les effluents industriels rejetés aux points 1 et 3 doivent respecter les valeurs limites en concentration figurant dans le tableau ci-dessous. De plus, les flux totaux journaliers (somme des rejets du point 1 et du point 3) ne doivent pas excéder les flux mentionnés dans ce même tableau.		
Paramètres	Valeur limite d'émission inférieure ou égale à (en µg/l)	Valeur limite d'émission inférieure ou égale à (en g/j)
AOX	1 000	15
Azote	15 000	225
Azote Kjeldahl	15 000	225

Chrome - [+ bruit de fond]	100	1,5
Cuivre - [+bruit de fond]	50	7,5
DBO5	100 000	1 500
DCO	300 000	4 500
Fer, aluminium et composés	5 000	75
Fluorures	10 000	150
Hydrocarbures totaux	10 000	150
Indice phénols	300	4,5
Manganèse	1 000	15
Matières en suspension	100 000	1 500
Phosphore total	2 000	30
Plomb	200	3
Zinc - [+ bruit de fond si dureté > 24mg CaCO3/L]	300	4,5
Arsenic et composés minéraux - [+bruit de fond]	50	0,75
benzo(a)pyrène	5	0,075
benzo(b)fluoranthène	5	0,075
Anthracène	20	0,3
Biphényle	100	1,5
Naphtalène	100	1,5
Xylène méta - [famille xylènes (seuil de la famille 10 µg/l)]	400	6
Isopropyl benzène	500	7,5

Article 32 (partiel) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (partiel) :

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

[...]

Matières en suspension (Code SANDRE:1305) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà

[...]

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

[...]

	N°CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Nickel	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	Si le rejet dépasse 5g/j
Benzène	71-43-2	1114	50 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j

[...]

Article 33 (partiel) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (partiel) :

[...]

15 – Lavage de citernes

Pour les substances suivantes, les valeurs limites de concentration sont respectées :

	N°CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Toluène	108-88-3	1278	150 µg/l	Si le rejet dépasse 5g/j
Xylènes (Somme o,m,p)	1330-20-7	1780	200 µg/l	Si le rejet dépasse 5g/j
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	200 µg/l	Si le rejet dépasse 5g/j
Ethylbenzène	100-41-4	1497	100 µg/l	Si le rejet dépasse 5g/j

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite les dernières analyses des 24 et 25 juin 2024 effectuées par une entreprise membre du groupe Antea, accréditée COFRAC, sur les rejets du point n°1 correspondant aux rejets en eaux traitées par la station ELEMENTIS 1.

L'exploitant a indiqué que la station ELEMENTIS 1 a été arrêtée pendant 3 mois suite à un problème technique et qu'aucun prélèvement n'a donc été effectué au 3ème trimestre 2024.

L'exploitant a de plus indiqué que la station ELEMENTIS 2 (point de rejet n°3) n'est plus en fonctionnement et que seuls les rejets de la station ELEMENTIS 1 subsistent.

Par sondage des résultats d'analyse présentés et disponibles sur GIDAF, l'inspection a constaté le respect des VLE en concentration et en flux ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.7 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des stations ELEMENTIS

Prescription contrôlée :

Les dispositions suivantes sont mises en place :

[...]

Paramètres	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires industrielles des lavages interne et externe des wagons-citernes : [...] n°3 (repérage du rejet sous l'article 3.3.5)	
pH	continu
débit	continu
DCO	mensuel
MEST	mensuel
Autres paramètres visés à l'article 3.3.8	trimestriel

Constats :

<p>L'exploitant dispose d'une sonde sur sa station ELEMENTIS 1 en service, mesurant en continu le pH et le débit.</p> <p>L'exploitant effectue bien trimestriellement des mesures pour l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.3.8 de son arrêté d'autorisation, ainsi que les paramètres visés aux articles 32 et 33 partiels de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 à l'exception du 3ème trimestre 2024 pour la raison évoquée précédemment. L'inspection constate cependant que l'exploitant ne mesure pas mensuellement les DCO et les MEST.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se conformer sous 2 mois aux prescriptions de l'article 8.1.7 en matière de fréquence d'analyse de ses rejets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 8.1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance réalisée sur le (ou les) piézomètre(s) visé(s) à l'article 3.3.10.2 porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> le relevé semestriel du niveau piézométrique (en cote NGF) ; l'analyse semestrielle des paramètres suivants : pH, conductivité, température, sulfates, fluorures, hydrocarbures totaux, COV, HAP, MTBE, BTEX, métaux (As, Cd, Cu, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn). <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les résultats d'analyses semestrielles des piézomètres du site en date du 16 juillet 2024. Par sondage, l'inspection a constaté que les paramètres supra étaient bien surveillés.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le cadre de surveillance était mal défini sous GIDAF, ce qui l'empêchait de transmettre l'ensemble des analyses : seulement 3 des 5 piézomètres (PZAM PZPE PZVE PZPO et PZES) surveillés étaient initialisés, et les noms ne correspondaient pas sous GIDAF. Cette situation a été depuis rectifiée par l'inspection, suite au constat.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>